



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**DIRECTION DE LA COORDINATION
DES POLITIQUES PUBLIQUES
ET DE L'APPUI TERRITORIAL**

Bureau des procédures publiques

Affaire suivie par Mme Carole AUQUIER
tél. : 02 32 76 53 83
carole.auquier@seine-maritime.gouv.fr

Dossier n°20190019

Arrêté du 23 juil. 2021

portant prorogation de la durée de validité de l'autorisation environnementale accordée à la société Panhard développement, en vue d'exploiter un entrepôt dans le parc logistique du Pont de Normandie 2 (PLPN2) sur le territoire des communes d'OULDALLE et SANDOUVILLE.

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu Le code de l'environnement,
- Vu Le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de L'État dans les régions et les départements ;
- Vu Le décret du Président de la République du 1^{er} avril 2019 nommant M. Pierre-André DURAND préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu L'arrêté préfectoral n° 21-056 du 16 juillet 2021 portant délégation de signature à M. Yvan CORDIER, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 17 juin 2019 autorisant la société Panhard développement à exploiter un entrepôt dans le parc logistique du Pont de Normandie 2 (PLPN2) sur le territoire des communes d'OULDALLE et SANDOUVILLE.
- Vu la demande du 24 juin 2021 de la société Panhard développement sollicitant une prorogation du délai de validité de l'autorisation environnementale susmentionnée ;
- Vu le rapport et l'avis favorable de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du 20 juillet 2021 ;

Considérant :

Que la durée de validité de l'autorisation arrivant à terme le 17 juin 2022, la demande de prorogation du délai de validité de la décision d'autorisation accordée à la société Panhard développement est recevable.

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE**Article 1^{er} -**

La durée de validité de l'autorisation environnementale accordée à la société Panhard développement, en vue d'exploiter un entrepôt dans le parc logistique du Pont de Normandie 2 (PLPN2) sur le territoire des communes d'OULDALLE et SANDOUVILLE est prorogée d'un an, soit jusqu'au **17 juin 2023**.

Article 2 -

Le présent arrêté est notifié au demandeur.

Un extrait de cet arrêté est affiché par les soins des maires des communes d'OULDALLE et SANDOUVILLE pendant une durée minimum d'un mois et publié par tous moyens en usage dans sa commune. Cette formalité est justifiée par un certificat d'affichage des maires, retourné à la préfecture de la Seine-Maritime.

Le présent arrêté est adressé à chaque conseil municipal ayant été consulté en application de l'article R.181-38 .

Il est également publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime www.seine-maritime.gouv.fr (rubriques "Politiques publiques – Environnement et prévention des risques – Conseil départementale de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (Coderst) - Arrêtés hors Coderst")

Article 3 - Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, dans les délais prévus à l'article R.181-50 du code de l'environnement :

1. Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La décision mentionnée au premier alinéa peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens, accessible par le site www.telerecours.fr.

Article 4 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, la sous-préfète du Havre, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, les maires des communes d'OULDALLE et SANDOUVILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rouen, le **23** **Juin** 2021

Pour le préfet de la Seine-Maritime
et par délégation
le secrétaire général adjoint



Vincent NATUREL

